

Une économie dans le coma

RAY ONYEGU¹

SHOLA AKINBODE

BASIL UGOCHUKWU

JOSÉPHINE CHUKWUMA



En dépit des bonnes intentions contenues dans les objectifs et les politiques, l'économie est dans une situation critique, avec une combinaison de différents facteurs tels que la dépréciation du naira, d'énormes coupes budgétaires, le fardeau de la dette, la hausse du chômage, la contraction des investissements, la spéculation bancaire et le manque de transparence.

Le Nigeria est le sixième plus grand producteur de pétrole du monde. Le cours du pétrole brut, pivot de l'économie nigériane, qui compte pour plus de 90% de son revenu annuel, s'est effondré. Le budget proposé pour 2002 est de 30% inférieur au budget de 2001. Le fardeau de la dette extérieure aggrave les problèmes.

Il y a un désaccord entre les officiels du gouvernement nigérian et les grandes institutions financières internationales, notamment le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale et le Club de Paris, à propos du montant effectif de la dette. Le président Olusegun Obasanjo soutient que la dette extérieure du Nigeria est de 22 milliards de dollars US. Toutefois, selon les livres de compte de son vice-président et de son ministre des finances, le Nigeria doit à ses créanciers étrangers 28 milliards de dollars US. Le FMI, à travers son directeur des Affaires africaines, G. E. Gondwe, affirme que le Nigeria a une dette de 32 milliards de dollars US. Dans le même temps, le Nigeria a jusqu'ici remboursé 17 millions de dollars US et dépensé 1,3 millions de dollars en 2001, pour le seul service de la dette.

Une caractéristique terrible de la dette étrangère et qu'un intérêt et des pénalités y sont liés. Les pénalités s'accumulent si l'intérêt devient exigible mais n'est pas payé. Quand ceci se produit, les paiements consécutifs servent au service de la pénalité, alors que l'intérêt reste intact. Il est sûr qu'avec ceci, aucun pays débiteur du Tiers-Monde ne sera jamais en mesure de payer la totalité de sa dette. L'économie nationale est affectée par cet état de fait et les citoyens restent les victimes des machinations de la Banque mondiale, du FMI et du Club de Paris. Pendant ce temps, les fonds ne sont pas disponibles pour le développement du Nigeria.

Budgets: plus facile à dire qu'à faire

Les budgets nationaux des 10 dernières années ont gardé certains objectifs et politiques communs, à savoir:

- Alléger la pauvreté en encourageant les opportunités de création d'emploi;
- Réaliser une forte croissance économique à travers la mobilisation et l'utilisation prudente des ressources économiques;
- Construire une économie forte en encourageant la participation du secteur privé;
- Assurer la bonne gouvernance en transformant l'administration du développement en système orienté vers les services et les résultats.

Si on ne peut rien trouver à redire en ce qui concerne les objectifs, il en est tout à fait autrement pour ce qui est des moyens pour les réaliser, c'est-à-dire les affectations budgétaires. Les bonnes intentions n'ont pas pu s'accompagner d'actions parce que l'économie nigériane, dans la période sur laquelle nous nous penchons, est restée dans le coma. La valeur de la monnaie nationale, le naira, est en baisse. Quand l'administration civile du président Olusegun Obasanjo est venue au pouvoir en 1999, le taux de change était de 85 naira nigériens pour un dollar US. Deux années plus tard, en 2001, le naira s'était tellement déprécié qu'avec un dollar US, on pouvait acheter 114,50 naira sur les marchés officiels et 138 naira sur le marché parallèle.²

Coupes budgétaires et investissement improductif

L'économie est actuellement caractérisée par un taux d'inflation modéré, des taux d'intérêt élevés (austérité monétaire), une faible utilisation des capacités et une hausse gênante du chômage. L'économie a besoin de politiques d'expansion pour stimuler la croissance économique et générer de nouveaux emplois. Mais le budget de 2002 propose une coupe considérable de 38% des dépenses d'équipement par rapport au niveau de 2001. Ajoutez à cela des affectations considérables d'un montant de 49,6 milliards de naira à une armée de temps de paix, de 28,4 milliards de naira à la présidence et de 10 milliards de naira au Projet de carte d'identité nationale, tous des secteurs improductifs, et les questions suivantes se posent: Quel est le montant de l'investissement réel au Nigeria? Quelle sera la source de la croissance économique? Et d'où viendront les nouveaux emplois?

Considérons ceci sous un autre angle. Avec des dépenses d'équipement, en 2001, d'un montant de 414 milliards de naira, l'économie était loin d'atteindre la cible de croissance de 5%. Avec la contraction de 38% du budget de 2002, espérer un tel taux est, pour le moins, utopique.

Il faut noter que bien que 414 milliards de naira aient été budgétisés en 2001 pour les dépenses d'équipement, seule l'affectation du premier trimestre a été effectivement déboursée; le second trimestre n'a enregistré qu'un déboursement de 50%. En 2002, les dépenses d'équipement ont été réduites de manière drastique. Ceci indique une certaine crainte que les dépenses d'équipement n'entraînent l'inflation. Le gouvernement a apparemment choisi de sacrifier l'expansion de l'économie et des emplois afin de maîtriser l'inflation. Ceci dénote une absence de prévoyance, car beaucoup de dépenses improductives ont été transférées au personnel, à la défense, à la présidence et au Projet de carte d'identité nationale. En d'autres termes, la perspective d'une inflation injustifiable est maintenant plus claire.

¹ Ray Onyegu travaille avec l'Initiative Shelter Rights et est coordonnateur de Contrôle citoyen Nigeria; Shola Akinbode est du Legal Research and Resource Development Centre; Basil Ugochukwu est du Legal Defence Centre; et Josephine Chukwuma représente Project Alert for Women's Rights.

² Mientras se redactaba este informe, el tipo de cambio oficial equivalía a USD 1=NGN 114.



Manque de transparence: opportunités de détournement de fonds

Le plus grand problème auquel le processus budgétaire est confronté au Nigeria est sa gestion. Le ministre des finances a déclaré aux membres de l'Assemblée nationale, de manière tout à fait surprenante, qu'il avait déboursé 80% des fonds alloués, pour dire, quelques minutes plus tard, aux correspondants de l'Assemblée, qu'il n'avait déboursé que 58% de ces fonds. Dans la même veine, les chiffres publiés par le ministre comme des décaissements en faveur des ministères différaient considérablement de ce que les ministres reconnaissaient avoir reçu. En outre, les chiffres de l'Assemblée nationale ont montré que les affectations au Ministère des travaux publics et du logement s'élevaient à 94 milliards de naira, alors que les registres du ministre parlaient de 74 milliards de dollars. Si les chiffres des affectations budgétaires courantes sont douteux, qu'en est-il des recettes? Est-il réellement possible, dans un tel climat d'incertitude, de savoir exactement combien de recettes le gouvernement collecte? Ceci est le nœud du problème: le manque de transparence. La confusion apparente permet une mauvaise utilisation des fonds; appelez cela détournement de fonds, si vous voulez.

Pourquoi le pouvoir exécutif n'accorde-t-il pas d'attention aux projets de loi des finances? Après que l'Assemblée nationale a fait tout le simulacre de débattre et d'adopter des projets de loi, le pouvoir exécutif les met de côté et met en œuvre le budget comme il le souhaite. Par exemple, au lieu d'une affectation de 20,5 milliards de naira à la défense dans le budget de 2001, le pouvoir exécutif a décaissé 31,4 milliards de naira. Dans d'autres cas, moins de 50% des fonds alloués ont été décaissés. C'est ce qui s'est produit en 2000 et 2001, et c'est ce qui se produira de nouveau en 2002. Pour quelles raisons? Si les recettes budgétisées ne sont pas réalisées, ou si le gouvernement craint que ceci pourrait aggraver la crise de liquidité, l'Assemblée nationale devrait en être informée.

Dans les efforts du gouvernement en vue de construire une économie forte, il semble étrange qu'aucune attention ne soit portée aux réglementations en cours sur les taux de change. Le budget parle de stabilisation du taux de change; mais ce qui est plus pertinent, c'est la normalisation des règles relatives au taux de change. L'existence de deux taux de change largement divergents a entraîné des «aller-retour» massifs –round-tripping– de la part des banques du pays, une pratique qui enrichit les banques de richesse sans peine!

Quelle pauvreté sommes-nous en train d'alléger?

Il est vain de projeter une utilisation accrue de la capacité de nos industries, la création de nouveaux emplois, l'encouragement à l'agriculture et aux petites et moyennes entreprises, sans prendre les mesures requises pour contrôler le dumping en gros des produits manufacturés étrangers dans notre marché intérieur. Ces produits manufacturés étrangers sont fortement subventionnés, et leurs producteurs sont plus efficaces en raison des meilleures infrastructures et des meilleurs facteurs de production dont ils disposent. Nos producteurs locaux, qui ne bénéficient pas de telles facilités, sont désavantagés et ne peuvent entrer en concurrence; ils sont facilement évincés par les importations bon marché. Continuer à ouvrir nos frontières à toutes sortes d'importations, pour obéir à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), revient à exposer le peuple nigérian à l'exploitation économique.

La plus grande trahison envers le peuple nigérian dans le projet de budget 2002, est l'allocation au secteur agricole. Bien que l'agriculture nigériane ait été négligée et qu'elle soit dans une mauvaise passe, elle représente toujours la part du lion dans l'emploi et le PIB (33%). Un des objectifs cardinaux du budget de 2002 étant l'allègement de la pauvreté, on devrait s'attendre à ce que l'affectation à l'agriculture reflète cet objectif. Au lieu de quoi nous constatons que l'affectation à l'agriculture n'est que de 3,8 milliards de naira, environ un tiers de ce qui est affecté à cet éléphant blanc –ce gouffre sans fond– le Projet de carte d'identité nationale, qui n'est d'aucune utilité pour les Nigériens affamés.

Pour signaler davantage aux Nigériens pauvres qu'ils n'auront pas de répit en 2002, le gouvernement a maintenant l'intention de vendre au NNPC le pétrole brut³ au cours international de 18 dollars US le baril. Ceci signifie qu'en 2002, les Nigériens devraient être prêts à accepter un prix à la pompe de près de 40 naira le litre.

Face à tout ceci, quelle pauvreté sommes-nous en train d'alléger? La crainte des dépenses d'équipement montre un penchant à une vision économique «monétariste». En tant que défenseur des droits humains, nous n'avons réellement aucun problème pour choisir notre côté dans le clivage protection sociale–point de vue monétariste. Que les gens aient des emplois est simplement une question d'équité; l'inflation peut être contenue. ■

Shelter Rights Initiative
<onyegur@yahoo.com>

3 En 1971, le Nigeria adhéra à l'OPEP et en conformité avec les résolutions de l'OPEP, la Nigerian National Oil Corporation (NNOC) fut établie, devenant par la suite la Nigerian National Petroleum Corporation (NNPC) en 1977. Ce géant para-public, avec toutes ses filiales, contrôle et domine tous les secteurs de l'industrie pétrolière, tant en amont qu'en aval.